



LEMONDE.FR

Vidéo. Notre enquête vidéo : comment un « gilet jaune » a été blessé à la tête par un tir de LBD à Bordeaux

A nos collègues l'heure du choix est arrivée : force de répression ou gardien de la Paix ?

Selon l'IGPN l'enquête suit son cours. Cette IGPN que le syndicat des commissaires refuse de supprimer préférant supprimer les avocats militants, comprendre selon le Larousse, les tuer.

Cette IGPN qui est contraire au code européen d'éthique de police qui précise en en commentaire de son article 61 :

Les plaintes visant la police doivent faire l'objet d'une enquête impartiale. « La police enquêtant sur la police » est une opération qui suscite généralement des doutes quant à son impartialité. L'Etat doit donc mettre en place des systèmes qui soient non seulement impartiaux, mais le soient aussi de manière visible, de manière à gagner la confiance du public.

Les [journalistes du Monde eux ont bouclé l'enquête](#). Effectivement leur but était la vérité et non couvrir une bavure, couverte par le Préfet LALLEMAND, devenu depuis Préfet de Police de Paris, le ministre de l'Intérieur Castaner ayant récompensé sa "gestion" des manifestations à Bordeaux.

Nous demandons la condamnation des tous les fonctionnaires de cette unité, qui sont la honte de la police nationale et qui met en danger tous nos collègues, qui essayent de faire au mieux leur travail.

Par leurs actes délictuels, voir criminels, ils donnent des arguments à ceux voulant interdire le LBD, qui est pourtant nécessaire dans certaines situations. C'est une arme qui doit servir de façon défensive à préserver des vies et non de façon offensive pour en détruire.

En ne portant pas secours à une personne en danger et pire refusent d'appeler les secours, ce qui pourraient être une mise en danger volontaire supplémentaire de la vie d'autrui, ils entachent la réputation de tous nos collègues, compliquant encore plus leurs interventions, déjà compliquées.

La hiérarchie policière en déformant la réalité pour couvrir de tels agissements, à commencer par le préfet LALLEMAND et le ministre de l'Intérieur CASATNER qui l'a promu, encourage de tels comportements déviants. Il est grand temps que ces personnes soient sanctionnées elles aussi pour leurs ordres et leurs complicités dans ces actes barbares. Nous sommes des gardiens de la Paix, pas des mercenaires terrorisant la population. Nous demandons des sanctions contre tous les complices hiérarchiques de ce drame, en plus de la démission de Messieurs CASTANER et LALLEMAND. Il faut que les personnes dirigeant la Police Nationale soient exemplaires et utilise bien les gardiens de la Paix conformément à l'article 12 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 pour l'usage de tous et non pour leurs intérêts particuliers.

Nous demandons la dissolution de l'IGPN, qui en plus d'être contraire au droit européen, est incapable de boucler une enquête plus que des journalistes du Monde. Les policiers veulent pouvoir travailler avec des collègues de confiance et non des brebis galeuses, pour que la population puisse avoir confiance en nous. Nous demandons donc un contrôle externe, non soumis à des pressions de la hiérarchie policière.

A nos collègues, le temps du choix est arrivé.

Est-ce que pour l'espoir d'une mutation ou d'un avancement, vous allez continuer d'adhérer à des syndicats, qui sont la courroie de transmission de la volonté du ministre ? Pour rappel Monsieur Castaner refuse de démissionner car il a le soutien d'Unité SGP FO.

Ou alors allez-vous retrouver votre dignité et arrêtez de trembler devant un bureaucrate armé d'un stylo, alors que vous mettez votre vie en péril pour protéger la population, sur chaque intervention ? Pour cela vous avez une demi-douzaine d'organisation syndicale, dont VIGI. Vous en trouverez bien une à laquelle adhérer par conviction.

Au final la question n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre les gilets jaunes, les écologistes, les pompiers, etc. Nous avons tous des convictions individuelles, qui ne doivent pas entrer en considération dans l'exercice de notre métier, où nous devons être neutre.

La question est de savoir comment nous voulons exercer notre métier : protéger ou réprimer ? La considération de nos concitoyens ou les aumônes insultantes de notre employeur ?

A VIGI. nous sommes un syndicat de policiers là pour défendre les collègues et non l'indéfendable, dans l'intérêt de notre profession.

« L'autorité exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition ; là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué »

Hannah ARENDT